

Vers un état des lieux des restructurations à l'Université de Caen Normandie ?

[Enjeu de la campagne électorale](#) lors du renouvellement des conseils centraux de 2020, **la fusion des universités normandes** a été pour un temps abandonnée après la défaite de son principal promoteur. Rapprochement qui aurait assurément bouleversé l'organisation des universités, ce projet s'insérait dans [un processus plus large de restructuration interne des composantes](#). Conformément aux objectifs fixés par les précédentes équipes dirigeantes, il s'agissait de « moderniser la gouvernance » de l'établissement et de faciliter le « pilotage stratégique » des composantes par l'administration et la direction centrales. Durant plus d'une décennie, on a ainsi vu fleurir des réorganisations de services centraux, de services communs, mais aussi d'UFR et d'IUT.

Si ces regroupements ont permis de simplifier les dialogues de gestion pour la direction, ils ont eu pour **conséquences de décentraliser partiellement le rapport de force et d'internaliser la concurrence pour les ouvertures de postes au sein des composantes**. Ainsi, les départements doivent désormais s'accorder au préalable sur un classement des besoins à faire remonter à la direction, accentuant les tensions entre collègues. Les fusions ont par ailleurs développé **la bureaucratisation des composantes** en alourdissant les procédures de délibération et en éloignant les lieux de décision des collectifs de travail. Exemple caricatural, car rassemblant des sites distants, l'IUT Grand Ouest Normandie (GON) montre [une architecture institutionnelle bien peu démocratique](#), et extrêmement chronophage pour les responsables de département et de pôle. Les restructurations internes à l'établissement ont été aussi l'occasion d'accentuer **la tendance à la mutualisation de l'administration de composantes**, manière euphémisée de désigner la réduction des effectifs du personnel. La progressive disparition des scolarités de département dans les UFR fusionnées tend à laisser la place à des pôles administratifs transversaux aux missions élargies avec des moyens réduits. Une réorganisation qui a des implications désastreuses sur le métier des gestionnaires, mais aussi sur le service de proximité rendu aux usager.es.

Ce mouvement de fond, se déployant parfois à bas bruit, se poursuit et fait planer **une incertitude sur l'avenir des services décentralisés ainsi que sur les agent.es les faisant fonctionner** : informatique, bibliothèque, reprographie semblent ainsi toujours sur la sellette (sans parler de l'externalisation – ancienne – de certaines missions, comme le nettoyage, l'entretien des espaces verts ou la maintenance des bâtiments et réseaux...). Les collègues informaticien.nes affecté.es dans les composantes, maintenant rattaché.es à la DSI, voient leur activité « aspirée » par l'administration centrale. Le centre de ressources en langue du Carré International est supprimé. Après la fusion de la reprographie du campus 2 et de l'IUT de Caen, l'INSPE conservera-t-il ce service de proximité ?

Cette problématique se retrouve de façon condensée dans **le projet de réaménagement du bâtiment B** (ex Lettres), qui devrait rouvrir ses portes en septembre prochain à l'issue des travaux de désamiantage. Au-delà des propositions (lunaires) formulées par l'ancienne DGS d'installer des commerces sur le campus 1, on se souvient du projet de concentrer dans un même bâtiment de nombreux services (CEMU, Immobilier, Orientation) et composantes (HSS et psychologie). À ces relocalisations s'ajoute la création d'une cafétéria, qui entraînerait par ailleurs la disparition de la « Parenthèse » (il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur [la situation du CROUS](#) et l'évolution du service de restauration universitaire – fermeture du RU B sur le campus 1, dématérialisation à marche forcée du paiement des repas, etc.). À l'époque, les étudiant.es et le personnel de l'UFR Humanités et Sciences Sociales (HSS), actuellement dispersé.es sur le campus 1, s'étaient inquiété.es de la réduction de leur espace pédagogique et administratif ainsi que de l'avenir de leur bibliothèque. À

l'ordre du jour du CHSCT du 22 octobre dernier, ce point d'information ne mentionnait apparemment pas l'avenir de la bibliothèque des sciences humaines et laissait planer le doute quant à la relocalisation de l'UFR de Psychologie dans le bâtiment B à la rentrée.

Si la fusion des universités normandes est stoppée et le maintien des sites distants réaffirmé par l'actuelle direction, il paraîtrait opportun d'**effectuer un état des lieux de ces processus de restructuration / centralisation au regard de leurs implications sur les conditions de travail des agent.es, BIATSS comme enseignant.es (chercheur.es), mais aussi sur la qualité du service rendu aux usager.es.**

SUD Éducation - Solidaires